COMMISSION DE
L'OCÉAN INDIEN

Revue de presse
06 au 12 avril 2019

Les articles contenus dans ce document n'engagent que les auteurs et les sources dont ils émanent. Ils ne reflètent en aucun cas une position officielle de la COI

Sommaire

I COI et ses Projets

1.1 Energies durables.....3

- Interview de Veronique ESPITALIER-NOEL, chargée de mission
- Veronique : « le travail n'est jamais fini et doit continuer »
- Coup d'envoi du deuxième Forum régional des énergies durables
- 2ème forum régional sur les énergies durables / Le nécessaire équilibre entre économie et écologie au cœur des échanges
- [Vidéo] La transformation de la bagasse à Maurice intéresse la Commission française de régulation de l'énergie

1.2 Changements climatiques.....27

-[Vidéo] François Bonnardot de Météo-France : « Les cyclones dans les Mascareignes se feront plus intenses »

1.3 Coopération.....29

- Les Russes au sein de la COI

II Centres d'intérêts

2.1 Coopération.....30

- La Région Réunion a signé la convention cadre INTERREG avec les Seychelles

COI et ses Projets

Energie durables

09 avril 2019

http://freedom.fr/coup-denvoi-du-deuxieme-forum-regional-des-energies-durables/

Le Défi QUOTIDIEN

Défi Vert

Véronique Espitalier-Noël, chargée de mission à la COI :

« La jeunesse est le principal pilier de la transition énergétique »

Dans cet entretien réalisé le mercredi 10 avril à La Réunion, où a lieu le deuxième forum régional sur les énergies renouvelables, la chargée de mission à la Commission de l'océan Indien revient sur les réalisations sous le programme ENERGIES. Véronique Espitalier-Noël explique que les projets seront reconduits en toute indépendance et que ce sont les jeunes qui assureront cette transition.

● Le programme ENERGIES prend fin en septembre 2019. Est-ce un succès sur toute la ligne ?

ENERGIES est un programme financé par l'Union européenne concernant les quatre États-membres du regroupement Afrique-Caraïbes-Pacifique (Comores, Madagascar, Maurice et Seychelles). La Réunion est associée au programme à travers ses propres financements. Oui, c'est un succès, parce que le programme a lancé de multiples actions concrètes qui vont jusqu'aux populations de nos États-membres. Le meilleur exemple porte sur les projets de production d'électricité à base d'énergies renouvelables. Nous avons lancé 15 projets, dont une partie est déjà en cours. De ces projets, on retrouve le celui de dessalement à partir de l'énergie solaire qui apporte de l'eau potable à des habitants de Rodrigues; les cuiseurs économes et l'action de la distillation d'ylang-ylang aux Comores; des femmes malgaches qui sont devenues techniciennes solaires et qui équipent leur village en photovoltaïque (FEMSOLAR).



● Êtes-vous confiante que ces projets seront pérennes, post-programme ENERGIES ?

Prenons l'exemple du projet FEMSOLAR du WWF. A Madagascar se met en place un centre de formation qui réplique la méthode. Notre objectif est de montrer la voie. Après, c'est vrai que notre espoir est de se dire que les différents acteurs seront en mesure de répliquer ces différents projets. La COI renforce les compétences des institutions de nos îles. Elle met en réseau tous les acteurs. Il y a la création d'un club des électriciens, d'une association de régulateurs, l'établissement d'un cluster Energies. Nous contribuons à l'évolution vers la transition énergétique de nos îles.

● A travers le programme ENERGIES, peut-on conclure que des bases solides ont été jetées ?

Nous n'avons pas jeté les bases. Nos îles avaient déjà un certain nombre d'actions. On ne partait pas de rien. L'objectif de la COI est d'amplifier les actions. Par exemple, le Programme Régional d'Efficacité Energétique (PREE) est tout simplement inspiré du programme d'efficacité énergétique qui a été lancé par Maurice en associant avec le secteur public et les entreprises mauriciennes à travers Business Mauritius.

● La promotion des énergies renouvelables vise à inciter l'usager de penser vert quand il utilise de l'électricité. Etes-vous convaincue que ce travail de conscientisation des adultes rapporte ses fruits ? Ou bien le salut viendra-t-il des jeunes ?

Je suis absolument persuadée que notre jeunesse nous poussera encore plus vers cette transition énergétique, vers le changement définitif de nos comportements. Parce que pour notre jeunesse, c'est tout à fait naturel.

● Donc, la jeunesse est-elle le principal pilier de la transition énergétique ?

Bien sûr.

● Y-a-t-il cette volonté à Maurice de passer aux énergies renouvelables ou bien elle n'est que théorique ?

Non. La volonté de nos îles est réelle. Nous sommes des îles. Nos États-membres ne peuvent qu'être conscients de cette nécessité d'aller vers des énergies renouvelables et vers l'efficacité énergétique. Maurice n'échappe pas à cette conscience et cette volonté de s'engager dans cette voie.

● Et les enjeux économiques dans l'équation ?

Les enjeux sont que d'abord nos entreprises de toutes nos îles travaillent pour cet enjeu énergétique. Par exemple, pour le PREE mauricien, on a un réel écosystème qui se constitue en matière d'audit, d'économie d'énergie. Nos entreprises sont très intéressées par cette démarche d'économie d'énergie. Le programme ENERGIES s'appuie aussi sur le secteur privé. Nous avons parlé jeunesse et institutions. Et le secteur privé et les entreprises constituent un secteur-clé dans la mise en œuvre de cette transition énergétique.

● Le transport est un gros consommateur d'énergie. Qu'en est-il des voitures hybrides, de l'éducation de la population par rapport à ces véhicules et un travail de concert avec les autorités pour réduire la taxe sur ces moyens de transport ?

Le transport n'a pas fait partie des objectifs de départ du programme ENERGIES. C'est clair que c'est un segment extrêmement consommateur. Tous nos États-membres ont déjà une action en la matière.

Kamlesh Bhuckory
Fabrice Jaulim
(Saint-Denis, La Réunion)

VIT DIT...

IRENA : le pont

Simon Benmarraze de l'International Renewable Energy Agency (IRENA) a, lui, parlé de la liaison entre les pays, les bailleurs de fonds, les technologies et le plan de développement. Il a axé son intervention sur le déploiement de l'énergie renouvelable dans les États insulaires.
Le problème majeur des îles est le coût élevé de la production énergétique car les elles importent toutes du carburant. Toutefois, il est d'avis que les îles comprennent différents type d'énergies renouvelables : solaire, éolienne, hydro. Elles peuvent facilement intégrer un réseau conventionnel, à condition qu'il y ait une planification systématique.
L'IRENA a mis en place un plan de développement énergétique pour les États insulaires. Celui-ci s'appuie sur plusieurs points : la fiabilité (structure du réseau et sources disponibles), la flexibilité et tacler l'intermittence. L'installation des équipements doit être confrontée aux limites physiques du territoire. La garantie de la qualité est aussi un point majeur.

INTÉGRATION ÉNERGÉTIQUE : Il ne suffit pas de se connecter

Dans l'optique de l'intégration, Vincent Levy d'EDF parle de la transition énergétique et de l'intégration de l'énergie renouvelable sur le réseau. Le défi des opérateurs est d'intégrer différents types d'approvisionnement sur le réseau. Ceci comprend la modification du système de contrôle avec des compteurs numériques et la numérisation du réseau *(smart grid)*. Vincent Levy parle de mutation des centrales et des réseaux. Avec les centrales photovoltaïques et éoliennes, il est impossible de commander le réseau : l'intermittence de ces sources provoque au quotidien des baisses de régime de production. Un contrôle du réseau en temps réel est la clef du bon fonctionnement. Avec l'éolienne et le solaire, l'électricité n'est pas connectée par un alternateur. C'est un onduleur qui transmet l'électricité. La différence avec un alternateur, c'est qu'en cas de coupure, la production s'arrête. La connexion des centrales à onduleurs perturbe aussi le réseau. C'est en grande partie dû à l'intermittence de ce type d'énergie. C'est là que les opérateurs doivent corriger ces perturbations dans leurs plans d'intégration, sinon le réseau risque de subir des coupures.

COI et ses Projets

Al-watwan
Le premier journal des Comores

Energie durables

09 avril 2019

http://freedom.fr/coup-denvoi-du-deuxieme-forum-regional-des-energies-durables/

Forum régional sur les énergies durables

Véronique Espitalier-Noël : "le travail n'est jamais fini et ça doit continuer"

La chargée de mission a ensuite évoqué l'idée de réunir toutes les couches sociales des Etats membres grâce aux différents projets dudit programme. «*L'idée est de travailler avec nos compétences puisqu'on a déjà créé le Club des électriciens de la région, l'association des régulateurs et nous sommes en train de créer un Clusters Energie*», *a illustré* Véronique Espitalier-Noël.

La deuxième journée du Forum régional sur les énergies durables a débuté hier par une diffusion d'un film sur les activités phares du programme Coi-énergie financé par l'Union européenne à hauteur de 15 millions d'euros pour une durée de cinq ans. Introduite par la chargée de mission de ce programme de la Commission de l'Océan indien, Véronique Espitalier-Noël, cette séance s'est déroulée à l'auditorium en présence de plusieurs participants. Selon elle, ces projets ne sont autres que des contrats de subventions qui rendent service à la population en améliorant leurs conditions. «*Et c'est pour cette raison que ces projets, pour moi, sont vraiment emblématiques qu'on voit sur le terrain de façon concrète*», a-t-elle apprécié.

La chargée de mission a ensuite évoqué l'idée de réunir toutes les couches sociales des Etats membres grâce aux différents projets dudit programme. Elle a expliqué que travailler avec les Etats membres, c'est les emmener à coordonner ensemble les actions en matière d'amélioration des compétences et en matière d'outils régionaux. Ainsi, «*l'idée est de travailler avec nos compétences puisqu'on a déjà créé le Club des électriciens de la région, l'association des régulateurs et nous sommes en train de créer un Clusters Energie*», a-t-elle illustré. A l'entendre, travailler avec les consommateurs a permis de mettre l'accent sur la sensibilisation et d'instaurer des outils comme le système d'informatisation énergétique avec un observateur régional et une base de données avec l'université de La Réunion tout en incluant les cinq Etats membres.



Taux de réalisations

Véronique Espitalier-Noël a, par ailleurs, précisé que l'objectif est de mettre en place tous les outils restant, telle une plateforme énergique qui constituera une plateforme de connaissances. «*Il existe aussi le programme régional d'efficacité énergétique basé sur le programme national de l'efficacité énergétique mauricienne, qui aujourd'hui se déploie à la fois avec le secteur privé et le secteur public de nos cinq pays membres. Dans l'ensemble, nous avons un taux de réalisation qui est vraiment bon*», a-t-elle détaillé.

Quant à la transition énergétique qui prend le dessus dans les échanges du secteur énergétique, la chargée de mission du programme Coi-énergie a estimé que la région est sur le bon chemin. «*Nous avons une conscience politique extrêmement forte et une volonté des acteurs, des institutionnels, des acteurs privées, des acteurs et de la population. Nous sommes vraiment acteurs sur le chemin. Maintenant, le travail n'est jamais fini et ça doit continuer*», est-elle restée convaincue. Les travaux du deuxième forum régional sur les énergies durables dans l'Océan indien se poursuivent à La Réunion.

Rassemblés par
Nazir Nazi

GOLDEN TULIP
GRANDE COMORE RESORT & SPA

Coup d'envoi du deuxième Forum régional des énergies durables



Suite au succès de la première édition du Forum régional des énergies durables qui avait réuni plus de 250 professionnels, chercheurs et entrepreneurs à Maurice en mai 2018, le programme ENERGIES a décidé de poursuivre l'exercice. Le coup d'envoi de la deuxième édition de l'événement a été donné ce jour, au MOCA à La Réunion.

Cette fois, l'objectif est de donner ses lettres de noblesse à l'efficacité énergétique. Celle-ci constitue, avec les énergies renouvelables, l'une des clefs de voûte du programme énergies, financé à hauteur de 15 millions d'euros par l'Union européenne et mis en œuvre par la COI, qui œuvre en faveur d'une plus grande autonomie énergétique des Etats membres de la COI.

Le premier jour du Forum sera consacré à deux problématiques fondamentales : la vulnérabilité des Etats insulaires face aux effets du changement climatique et la lutte contre la précarité énergétique.

« Nous avons tous ici en commun notre appartenance à l'espace indianocéanique, un espace à la fois doté d'un potentiel extraordinaire et confronté à des défis immenses. Pour répondre aux enjeux du changement climatique, de la transition énergétique, de la préservation de la biodiversité, nous avons encore à imaginer cet espace comme un espace de développement où trouver ensemble les réponses pour un juste équilibre entre économie et écologie », selon Didier Robert, président de la Région Réunion.

Lors de son discours d'ouverture, le Secrétaire général de la COI, Hamada Madi, a pour sa part mis en valeur les réalisations emblématiques du programme ENERGIES, ce dernier prenant fin en septembre 2019. Le programme énergies a depuis 2014 œuvré pour la mutualisation des ressources
techniques, humaines et financières dont disposent les Etats membres de la COI de manière à consolider et amplifier la portée de celles-ci dans le domaine des énergies renouvelables et de l'efficacité énergétique.

Pour en savoir plus :

https://digitalreunion.com/event/forum-regional-des-energies-renouvelables/

https://www.panapress.com/Ouverture-a-La-Reunion-du-2eme-F-a_630582892-lang1.html

https://fr-fr.facebook.com/haybafm/posts/2311711745737665

https://www.memento.fr/article_09-04-2019-coup-d-envoi-du-deuxieme-forum-regional-des-energies-durables-consacre-a-la-transition-energetique

09 avril 2019

http://www.africanews.online/seychelles/societe-trois-jours-dechanges-sur-lenergie-durable-2/

[Société]Trois jours d'échanges sur l'énergie durable



DÉVELOPPEMENT DURABLE. *« L'efficacité énergétique est le moyen par excellence pour lutter contre le changement climatique »*. En faire le thème central du 2ème Forum régional des énergies durables, lancé hier au domaine du Moca, est d'autant plus pertinent pour Marjaana Sall, ambassadrice de l'Union européenne auprès de Maurice et des Seychelles. Cette série de tables-rondes et d'ateliers va réunir les états-membres (Comores, France-Réunion, Madagascar, Maurice et Seychelles) de la Commission de l'océan Indien (COI) jusqu'à son terme, jeudi. Ces territoires insulaires sont par nature très vulnérables aux conséquences du réchauffement climatique. L'objectif du rendez-vous n'est pas de dégager une politique énergétique commune, mais de favoriser la transition énergétique de la zone océan Indien par le partage les connaissances et expériences. Autre exemple de coopération, le Club des électriciens.

15 millions d'euros de budget

Il réunit régulièrement les représentants des sociétés nationales d'électricité de la zone, toujours afin de faciliter et encourager les échanges d'expérience et d'expertise. Des partenariats soutenus par l'Union européenne (UE) dans le cadre de sa politique de promotion d'accès à l'énergie et de développement d'énergie durable. L'institution a dégagé pour cela un budget de 3,7 milliards d'euros pour la période 2014-2020.

« Ces fonds ont notamment offert la perspective de création de 10 millions d'emplois en Afrique, dont beaucoup dans l'énergie durable », explique Marjaana Sall. Le programme COI-Energies est lui financé à hauteur de 15 millions d'euros par l'UE. Une quinzaine de projets d'énergie renouvelable ont ainsi vu le jour ces dernières années. En juillet dernier, une unité de dessalinisation de l'eau de mer fonctionnant à l'énergie solaire a vu le jour à Rodrigues : elle produit 80 000 litres d'eau potable par jour, avec huit à dix heures de soleil.

Les Seychelles, dont le taux d'énergies renouvelables était de 2,3% en 2017 envisagent de faire grimper ce chiffre à 5% du mi électrique en 2020 et 15% en 2030. Avec une ambition de 100% d'énergies renouvelables d'ici 11 ans, la Réunion fait office d'exemple à suivre au sein de la COI. Son secrétaire général Hamada Madi, retient deux conclusions de son mandat qui prendra fin en septembre : *« Le solaire photovoltaïque et la biomasse sont les principales solutions pour s'affranchir des énergies fossiles et une réduction de l'ordre de 15 à 35% de la consommation énergétique est possible par la maîtrise de l'énergie »*.

Thomas Subervie

Al-watwan
Le premier journal des Comores

https://alwatwan.net/societe/2%C3%A8me-forum-r%C3%A9gional-sur-les-%C3%A9nergies-

2ème forum régional sur les énergies durables / Le nécessaire équilibre entre économie et écologie au cœur des échanges

Société | 10/04/2019 - Nazir Nazi



Ce rendez-vous de trois jours se déroule sur différentes tables-rondes qui mettront l'accent sur la vulnérabilité des Etats insulaires face aux effets du changement climatique, sur le défi de la précarité énergétique et les réponses dans les îles de l'Océan indien et sur le cap vers un nouveau paradigme énergétique dans les Etats insulaires tout en considérant que l'année 2025 est une étape décisive.

«Efficacité énergétique et enjeux sociétaux de la transition énergétique», tel est le thème du second forum régional des énergies durables organisé par le programme Coi-ENERGIES en collaboration avec la région Réunion, et qui a démarré hier, mardi 9 avril, au Moca, à La Réunion. L'objectif du forum est de permettre aux acteurs publics et privés d'aborder les dernières avancées en matière d'efficacité énergétique afin de continuer à développer ce secteur détenant un potentiel économique et un rôle inhérent à la lutte contre le changement climatique. Ce rendez-vous de trois jours se déroule sur différentes tables-rondes qui mettront l'accent sur la vulnérabilité des Etats insulaires face aux effets du changement climatique, sur le défi de la précarité énergétique et les réponses dans les îles de l'Océan indien et sur le cap vers un nouveau paradigme énergétique dans les Etats insulaires tout en considérant que l'année 2025 est une étape décisive. Dans son mot d'accueil, le président de la région Réunion, Didier Robert, a affirmé que pour répondre aux enjeux du changement climatique, de la transition énergétique, de la préservation de la biodiversité, il est question d'imaginer

cet espace comme un espace de développement où trouver ensemble les réponses pour un juste équilibre entre économie et écologie. «Nous avons tous ici en commun notre appartenance à l'espace indianocéanique, un espace à la fois doté d'un potentiel extraordinaire et confronté à des défis immenses», a-t-il estimé.

Entre économie et écologie

Les participants vont ensuite, dans d'autres ateliers, aborder l'analyse de la demande, l'instrumentation, le choix de solutions des énergies renouvelables, les potentiels des approches bioclimatiques, l'optimisation des systèmes énergétiques, les contributions sur les énergies renouvelables dans les pays insulaires. Le secrétaire général de la commission de l'Océan indien, Hamada Madi, a salué les réalisations emblématiques du programme ENERGIES qui prendront fin en septembre prochain. Selon lui, la mobilisation et l'exploitation de ces ressources et de ce potentiel nécessiteront la mise en place de politiques incitatives et une réglementation claire. «En réunissant les acteurs des secteurs public et privé, ainsi que des centres de recherche et de formation, ce deuxième Forum régional des énergies durables constitue une plateforme d'échanges sur des questions qui auront un effet déterminant sur l'avenir de nos îles», a-t-il indiqué.

Des discussions sur les enjeux en faveur d'une gestion plus efficace de l'énergie avec des exemples de mise en œuvre et des échanges universitaires sont enfin programmées durant ce forum. L'ambassadeur de l'Union européenne auprès de la République de Maurice et de la République des Seychelles, Marjaana Sall, a fait savoir enfin que les énergies durables représentent un outil incontournable de lutte contre le changement climatique et une opportunité pour une économie plus verte offrant des perspectives d'emplois dans le secteur. «Ainsi, à travers cette intervention, l'Union européenne contribue à la réduction des émissions de gaz à effet de serre et ainsi à l'atteinte des objectifs du développement durable à l'horizon 2030 et ceux de l'accord de Paris sur le changement climatique», a-t-il conclu. A rappeler que le premier forum régional des énergies durables a eu lieu l'année dernière à Maurice.

2ème forum régional des énergies durables



« *Efficacité énergétique et enjeux sociétaux de la transition énergétique*», tel est le thème du second forum régional des énergies durables organisé par le programme Coi-ENERGIES en collaboration avec la région Réunion, et qui a démarré hier, mardi 9 avril, au Moca, à La Réunion. L'objectif du forum est de permettre aux acteurs publics et privés d'aborder les dernières avancées en matière d'efficacité énergétique afin de continuer à développer ce secteur détenant un potentiel économique et un rôle inhérent à la lutte contre le changement climatique. Ce rendez-vous de trois jours se déroule sur différentes tables-rondes qui mettront l'accent sur la vulnérabilité des Etats insulaires face aux effets du changement climatique, sur le défi de la précarité énergétique et les réponses dans les îles de l'Océan indien et sur le cap vers un nouveau paradigme énergétique dans les Etats insulaires tout en considérant que l'année 2025 est une étape décisive.

Dans son mot d'accueil, le président de la région Réunion, Didier Robert, a affirmé que pour répondre aux enjeux du changement climatique, de la transition énergétique, de la préservation de la biodiversité, il est question d'imaginer cet espace comme un espace de développement où trouver ensemble les réponses pour un juste équilibre entre économie et écologie. «*Nous avons tous ici en commun notre appartenance à l'espace indianocéanique, un espace à la fois doté d'un potentiel extraordinaire et confronté à des défis immenses*», a-t-il estimé.

Entre économie et écologie

Les participants vont ensuite, dans d'autres ateliers, aborder l'analyse de la demande, l'instrumentation, le choix de solutions des énergies renouvelables, les potentiels des approches bioclimatiques, l'optimisation des systèmes énergétiques, les contributions sur les énergies renouvelables dans les pays insulaires. Le secrétaire général de la commission de l'Océan indien, Hamada Madi, a salué les réalisations emblématiques du programme ENERGIES qui prendront fin en septembre prochain. Selon lui, la mobilisation et l'exploitation de ces ressources et de ce potentiel nécessiteront la mise en place de politiques incitatives et une réglementation claire. «*En réunissant les acteurs des secteurs public et privé, ainsi que des centres de recherche et de formation, ce deuxième Forum régional des énergies durables constitue une plateforme d'échanges sur des questions qui auront un effet déterminant sur l'avenir de nos îles*», a-t-il indiqué.



Des discussions sur les enjeux en faveur d'une gestion plus efficace de l'énergie avec des exemples de mise en œuvre et des échanges universitaires sont enfin programmées durant ce forum. L'ambassadeur de l'Union européenne auprès de la République de Maurice et de la République des Seychelles, Marjaana Sall, a fait savoir enfin que les énergies durables représentent un outil incontournable de lutte contre le changement climatique et une opportunité pour une économie plus verte offrant des perspectives d'emplois dans le secteur. «*Ainsi, à travers cette intervention, l'Union européenne contribue à la réduction des émissions de gaz à effet de serre et ainsi à l'atteinte des objectifs du développement durable à l'horizon 2030 et ceux de l'accord de Paris sur le changement climatique*», a-t-il conclu. A rappeler que le premier forum régional des énergies durables a eu lieu l'année dernière à Maurice.

Forum régional des énergies durables consacré à la transition énergétique

Efficacité énergétique et enjeux sociétaux de la transition énergétique



COUP D'ENVOI À LA RÉUNION DU DEUXIÈME FORUM RÉGIONAL DES ÉNERGIES DURABLES CONSACRÉ À LA TRANSITION ÉNERGÉTIQUE

La Réunion, 9 avril 2019 – Contribuer à faire de la transition énergétique une réalité en Indianocéanie. Tel est l'objectif du programme ENERGIES qui organise, en collaboration avec la Région Réunion, le deuxième Forum régional des énergies durables du 9 au 11 avril 2019 au MOCA à La Réunion.

Cette manifestation, dont le thème cette année est « Efficacité énergétique et enjeux sociétaux de la transition énergétique », permettra aux acteurs publics et privés d'échanger tout particulièrement sur les dernières avancées en matière d'efficacité énergétique dans le but de poursuivre le développement de cette filière qui recèle un fort potentiel économique et qui a un rôle central à jouer dans le combat contre le changement climatique.

Suite au succès de la première édition du Forum régional des énergies durables qui avait réuni plus de 250 professionnels, chercheurs et entrepreneurs à Maurice en mai 2018, le programme ENERGIES a décidé de poursuivre l'exercice, mais cette fois avec l'objectif de donner ses lettres de noblesse à l'efficacité énergétique. Celle-ci constitue, avec les énergies renouvelables, l'une des clefs de voûte du programme ENERGIES, financé à hauteur de 15 millions d'euros par l'Union européenne et mis en œuvre par la COI, qui œuvre en faveur d'une plus grande autonomie énergétique des Etats membres de la COI.

Le premier jour du Forum sera consacré à deux problématiques fondamentales : la vulnérabilité des Etats insulaires face aux effets du changement climatique et la lutte contre la précarité énergétique. Comme le souligne le Président de la Région Réunion, Didier Robert, nos îles possèdent les ressources nécessaires pour relever ces défis de taille, à condition de travailler de concert : « Nous avons tous ici en commun notre appartenance à l'espace indianocéanique, un espace à la fois doté d'un potentiel extraordinaire et confronté à des défis immenses. Pour répondre aux enjeux du changement climatique, de la transition énergétique, de la préservation de la biodiversité, nous avons encore à imaginer cet espace comme un espace de développement où trouver ensemble les réponses pour un juste équilibre entre économie et écologie. »

Lors de son discours d'ouverture, le Secrétaire général de la COI, Hamada Madi, a pour sa part mis en valeur les réalisations emblématiques du programme ENERGIES, ce dernier prenant fin en septembre 2019. Le programme ENERGIES a depuis 2014 œuvré pour la mutualisation des ressources techniques, humaines et financières dont disposent les Etats membres de la COI de manière à consolider et amplifier la portée de celles-ci dans le domaine des énergies renouvelables et de l'efficacité énergétique.

« La mobilisation et l'exploitation de ces ressources et de ce potentiel nécessiteront la mise en place de politiques incitatives et une réglementation claire. En réunissant les acteurs des secteurs public et privé, ainsi que des centres de recherche et de formation, ce deuxième Forum régional des énergies durables constitue une plateforme d'échanges sur des questions qui auront un effet déterminant sur l'avenir de nos îles », a-t-il précisé.

L'ambassadeur de l'Union européenne auprès de la République de Maurice et de la République des Seychelles, Marjaana Sall, a lors de son intervention, rappelé l'engagement ferme pris par l'UE en faveur des énergies durables à travers le monde : « Les énergies durables représentent un outil incontournable de lutte contre le changement climatique et une opportunité pour une économie plus verte offrant des perspectives d'emplois dans le secteur. Le programme ENERGIES est un exemple concret de collaboration de l'Union européenne avec différents partenaires dont le gouvernement et le secteur privé pour promouvoir les énergies durables dans l'océan Indien. Ainsi, à travers cette intervention, l'Union européenne contribue à la réduction des émissions de gaz à effet de serre et ainsi à l'atteinte des objectifs du développement durable à l'horizon 2030 et ceux de l'accord de Paris sur le changement climatique ».

Nouveau paradigme énergétique, maîtrise de la demande énergétique, échanges universitaires à l'échelle de la région, construction bioclimatique, solutions énergétiques innovantes, formation professionnelle et Smart Cities... Autant de thèmes qui seront explorés en profondeur pendant ces

deux jours de manière à permettre aux acteurs publics et privés de mieux cerner les enjeux de l'efficacité énergétique dans divers secteurs d'activité. A travers ce deuxième Forum régional des énergies durables, le programme ENERGIES souhaite donc mettre en lumière toute la palette d'outils, de services et autres leviers à la disposition des consommateurs, les petits comme les grands, pour réduire aussi bien leur facture énergétique que leur empreinte carbone.

Ce Forum bénéficiera aussi de la participation d'étudiants de la filière énergies renouvelables et efficacité énergétique issus de plusieurs universités de la région. Contribueront également à cette manifestation des étudiants des lycées Bel Air, L'Horizon, Isnelle Amelin et de la Renaissance et de l'École supérieure d'ingénieurs Réunion océan Indien (ESIROI), ainsi que 6 jeunes sans-emplois pour une première expérience professionnelle en convention avec l'association PasseSports océan Indien et 2 jeunes sans-emplois du Pôle Emploi.

Forum régional des énergies durables consacré à la transition énergétique



9 avril 2019

Efficacité énergétique et enjeux sociétaux de la transition énergétique

COUP D'ENVOI À LA RÉUNION DU DEUXIÈME FORUM RÉGIONAL DES ÉNERGIES DURABLES CONSACRÉ À LA TRANSITION ÉNERGÉTIQUE

La Réunion, 9 avril 2019 – Contribuer à faire de la transition énergétique une réalité en Indianocéanie. Tel est l'objectif du programme ENERGIES qui organise, en collaboration avec la Région Réunion, **le deuxième Forum régional des énergies durables du 9 au 11 avril 2019 au MOCA à La Réunion**. Cette manifestation, dont le thème cette année est « *Efficacité énergétique et enjeux sociétaux de la transition énergétique* », permettra aux acteurs publics et privés d'échanger tout particulièrement sur les dernières avancées en matière d'efficacité énergétique dans le but de poursuivre le développement de cette filière qui recèle un fort potentiel économique et qui a un rôle central à jouer dans le combat contre le changement climatique.



Suite au succès de la première édition du Forum régional des énergies durables qui avait réuni plus de 250 professionnels, chercheurs et entrepreneurs à Maurice en mai 2018, le programme ENERGIES a décidé de poursuivre l'exercice, mais cette fois avec l'objectif de donner ses lettres de noblesse à l'efficacité énergétique. Celle-ci constitue, avec les énergies renouvelables, l'une des clefs de voûte du programme ENERGIES, financé à hauteur de 15 millions d'euros par l'Union européenne et mis en œuvre par la COI, qui œuvre en faveur d'une plus grande autonomie énergétique des Etats membres de la COI.

Le premier jour du Forum sera consacré à deux problématiques fondamentales : la vulnérabilité des Etats insulaires face aux effets du changement climatique et la lutte contre la précarité énergétique. Comme le souligne le Président de la Région Réunion, Didier Robert, nos îles possèdent les ressources nécessaires pour relever ces défis de taille, à condition de travailler de concert : « *Nous avons tous ici en commun notre appartenance à l'espace indianocéanique, un espace à la fois doté d'un potentiel extraordinaire et confronté à des défis immenses. Pour répondre aux enjeux du changement climatique, de la transition énergétique, de la préservation de la biodiversité, nous avons encore à imaginer cet espace comme un espace de développement où trouver ensemble les réponses pour un juste équilibre entre économie et écologie.* »

Lors de son discours d'ouverture, le Secrétaire général de la COI, Hamada Madi, a pour sa part mis en valeur les réalisations emblématiques du programme ENERGIES, ce dernier prenant fin en septembre 2019. Le programme ENERGIES a depuis 2014 œuvré pour la mutualisation des ressources techniques, humaines et financières dont disposent les Etats membres de la COI de manière à consolider et amplifier la portée de celles-ci dans le domaine des énergies renouvelables et de l'efficacité énergétique.

« *La mobilisation et l'exploitation de ces ressources et de ce potentiel nécessiteront la mise en place de politiques incitatives et une réglementation claire. En réunissant les acteurs des secteurs public et privé, ainsi que des centres de recherche et de formation, ce deuxième Forum régional des énergies durables constitue une plateforme*

d'échanges sur des questions qui auront un effet déterminant sur l'avenir de nos îles », a-t-il précisé.



L'ambassadeur de l'Union européenne auprès de la République de Maurice et de la République des Seychelles, Marjaana Sall, a lors de son intervention, rappelé l'engagement ferme pris par l'UE en faveur des énergies durables à travers le monde : « *Les énergies durables représentent un outil incontournable de lutte contre le changement climatique et une opportunité pour une économie plus verte offrant des perspectives d'emplois dans le secteur. Le programme ENERGIES est un exemple concret de collaboration de l'Union européenne avec différents partenaires dont le gouvernement et le secteur privé pour promouvoir les énergies durables dans l'océan Indien. Ainsi, à travers cette intervention, l'Union européenne contribue à la réduction des émissions de gaz à effet de serre et ainsi à l'atteinte des objectifs du développement durable à l'horizon 2030 et ceux de l'accord de Paris sur le changement climatique* ».

Nouveau paradigme énergétique, maîtrise de la demande énergétique, échanges universitaires à l'échelle de la région, construction bioclimatique, solutions énergétiques innovantes, formation professionnelle et Smart Cities... Autant de thèmes qui seront explorés en profondeur pendant ces deux jours de manière à permettre aux acteurs publics et privés de mieux cerner les enjeux de l'efficacité énergétique dans divers secteurs d'activité. A travers ce deuxième Forum régional des énergies durables, le programme ENERGIES souhaite donc mettre en lumière toute la palette d'outils, de services et autres leviers à la disposition des consommateurs, les petits comme les grands, pour réduire aussi bien leur facture énergétique que leur empreinte carbone.

Ce Forum bénéficiera aussi de la participation d'étudiants de la filière énergies renouvelables et efficacité énergétique issus de plusieurs universités de la région. Contribueront également à cette manifestation des étudiants des lycées Bel Air, L'Horizon, Isnelle Amelin et de la Renaissance et de l'École supérieure d'ingénieurs Réunion océan Indien (ESIROI), ainsi que 6 jeunes sans-emplois pour une première expérience professionnelle en convention avec l'association PasseSports océan Indien et 2 jeunes sans-emplois du Pôle Emploi.

Defimedia.info

Energie durables

10 avril 2019

https://www.defimedia.info/developpement-durable-locean-indien-sunit-

Développement durable : l'océan Indien s'unit pour les énergies durables



Regroupant opérateurs du secteur privé, des agences gouvernementales et des entreprises dans la production et la distribution énergétique, le deuxième forum régional sur les énergies renouvelables a démarré le mardi 9 avril à La Réunion. Le point sur le lever de rideau de cet événement.

Rodrigues. Mer. Soleil. Eau précieuse. Difficile équation ? Pas trop. Aujourd'hui, grâce à l''unité de dessalement à partir de l'énergie solaire, ce sont 2 400 personnes qui ont accès chaque jour à 80 000 litres d'eau. Ce projet a été financé à hauteur de 50% (soit 220 000 euros – Rs 8,8 millions) par le programme ÉNERGIES et du cofinancement de l'Assemblée régionale de Rodrigues et du Fonds Français pour l'Environnement Mondial.

Le programme ÉNERGIES – financé par l'Union européenne (voir hors-texte) et mis en œuvre par la Commission de l'océan Indien (COI) – tire à sa fin en 2019. Les projets concrétisés, comme celui de Rodrigues et dans les États membres de la COI, représentent le succès dudit programme.

Le travail ne s'arrête pas là pour autant. En effet, sous ce programme, a démarré à La Réunion le mardi 9 avril, le deuxième forum régional des énergies durables. Le thème est « Efficacité énergétique et enjeux sociétaux de la transition énergétique. » Le forum prendra fin le 11 avril non sans avoir incité à une réflexion en profondeur sur les différents angles de cette filière qui recèle un potentiel économique et qui a un rôle central à jouer dans le combat contre le changement climatique.

« En réunissant les acteurs des secteurs publics et privés ainsi que les centres de recherche et de formation, ce deuxième forum régional des énergies durables constitue une plateforme d'échanges sur des questions qui auront un effet déterminant sur l'avenir des îles de l'océan Indien, » a affirmé Hamada Madi, secrétaire général de la COI.

Quand on ramène cette perspective d'énergies renouvelables au contexte mauricien, on se rend compte de toute sa pertinence. Maurice, avec sa population de quelque 1,26 million d'habitants, consomme 1,25 million de tonnes de fiouls (essence, diesel, huiles lourdes et Jet A1) en un an, si on se base sur le récent appel d'offres de la State Trading Corporation. Notre forte dépendance sur les énergies fossiles nous met à risques face à toute rupture de stock. Et pourtant dans notre île ensoleillée, les options d'énergies renouvelables ne manquent pas. Le secrétaire général de la COI est revenu sur ces options lors de son intervention à l'ouverture du forum dans le cadre verdoyant de MOCA, à Saint-Denis.

« En matière de promotion des énergies renouvelables et de l'efficacité énergétique, deux évidences s'imposent. D'une part que le solaire photovoltaïque et la biomasse sont les principales énergies-ressources qui permettront à terme aux pays de la région de s'affranchir des énergies fossiles. D'autre part que le potentiel global de réduction de consommation de puissances électriques dans nos pays est très significatif et oscille entre 15 et 35%, ce qui nous ouvrent des perspectives considérables. La mobilisation et l'exploitation de ces ressources et de ce potentiel nécessiteront la mise en place de politiques incitatives et une règlementation claire », a-t-il dit.

Marjaana Sall, ambassadrice de l'Union européenne auprès de la République de Maurice et des Seychelles, a mis en avant l'importance de la participation du secteur privé pour que la philosophie des énergies durables ne soit pas qu'une idée sur papier, parmi tant d'autres. Elle a rappelé : « Les énergies durables représentent un outil incontournable de lutte contre le changement climatique et une opportunité pour une économie plus verte offrant des perspectives d'emplois dans le secteur ».

Et l'exemple à suivre dans cette mouvance vers les énergies renouvelables - trouver l'équilibre entre l'économie et l'écologie - serait nos voisins de La Réunion, citée comme référence…

Trois jours d'échanges sur l'énergie durable



Pour Marjaana Sall, ambassadrice de l'Union européenne, La Réunion est un exemple à suivre dans la région (photo LYL).

DÉVELOPPEMENT DURABLE. *"L'efficacité énergétique est le moyen par excellence pour lutter contre le changement climatique"*. En faire le thème central du 2ème Forum régional des énergies durables, lancé hier au domaine du Moca, est d'autant plus pertinent pour Marjaana Sall, ambassadrice de l'Union européenne auprès de Maurice et des Seychelles. Cette série de tables-rondes et d'ateliers va réunir les états-membres (Comores, France-Réunion, Madagascar, Maurice et Seychelles) de la Commission de l'océan Indien (COI) jusqu'à son terme, jeudi. Ces territoires insulaires sont par nature très vulnérables aux conséquences du réchauffement climatique. L'objectif du rendez-vous n'est pas de dégager une politique énergétique commune, mais de favoriser la transition énergétique de la zone océan Indien par le partage les connaissances et expériences. Autre exemple de coopération, le Club des électriciens.

15 millions d'euros de budget

Il réunit régulièrement les représentants des sociétés nationales d'électricité de la zone, toujours afin de faciliter et encourager les échanges d'expérience et d'expertise. Des partenariats soutenus par l'Union européenne (UE) dans le cadre de sa politique de promotion d'accès à l'énergie et de développement d'énergie durable. L'institution a dégagé pour cela un budget de 3,7 milliards d'euros pour la période 2014-2020.

"Ces fonds ont notamment offert la perspective de création de 10 millions d'emplois en Afrique, dont beaucoup dans l'énergie durable", explique Marjaana Sall. Le programme COI-Energies est lui financé à hauteur de 15 millions d'euros par l'UE. Une quinzaine de projets d'énergie renouvelable ont ainsi vu le jour ces dernières années. En juillet dernier, une unité de dessalinisation de l'eau de mer fonctionnant à l'énergie solaire a vu le jour à Rodrigues : elle produit 80 000 litres d'eau potable par jour, avec huit à dix heures de soleil.

Les Seychelles, dont le taux d'énergies renouvelables était de 2,3% en 2017 envisagent de faire grimper ce chiffre à 5% du mi électrique en 2020 et 15% en 2030. Avec une ambition de 100% d'énergies renouvelables d'ici 11 ans, la Réunion fait office d'exemple à suivre au sein de la COI. Son secrétaire général Hamada Madi, retient deux conclusions de son mandat qui prendra fin en septembre : *"Le solaire photovoltaïque et la biomasse sont les principales solutions pour s'affranchir des énergies fossiles et une réduction de l'ordre de 15 à 35% de la consommation énergétique est possible par la maîtrise de l'énergie"*.

Thomas Subervie

https://www.clicanoo.re/Societe/Article/2019/04/10/Trois-jours-dechanges-sur-lenergie-durable_573303

Le 2e Forum régional sur l'énergie durable s'ouvre à La Réunion mardi



Organisé à l'initiative de la Commission de l'océan Indien, le 2e Forum régional sur l'énergie durable s'ouvre à l'île sœur le mardi 9 avril. Faisant suite à la première édition organisée à Maurice en mai dernier, c'est une plateforme pour les experts des différentes îles de l'océan Indien où discuter de l'énergie verte au sein des territoires insulaires.

Efficacité énergétique et enjeux sociétaux de la transition énergétique sont les thèmes du forum qui verra la participation de l'ambassadrice de l'Union européenne auprès de Maurice et des Seychelles, Marjaana Sall ; Didier Robert, président de la Région Réunion qui cumule également les fonctions de vice-président pour l'Afrique australe et l'océan Indien du réseau nrg4SD.

Entre autres, Marc Dubernet, directeur régional de l'Agence Française pour le développement (AFD) animera une table-ronde sur la vulnérabilité des Etats insulaires face aux changements climatiques. Pierre Tulet, directeur du Laboratoire de l'atmosphère et des cyclones de l'université de La Réunion, évoquera les évolutions climatiques dans le sud-ouest de l'océan Indien, alors qu'Alexandre Lauret de l'AFP fera le point sur les études de vulnérabilité côtières menées à Maurice.

Simon Benmarraze, responsable de programme de l'Agence internationale pour les énergies renouvelables (IRENA), prendra la parole, tout comme Mickael Apaya, chef du Project Management Unit (PMU) chez Business Mauritius, sur le programme régional d'efficacité énergétique.

Jean-Michel Quevauvilliers, directeur général de la société mauricienne ETMS, parlera, de son côté, des avancées techniques pour l'instrumentation des sites tertiaires, tandis que Chavan Dabeedin fera une présentation des

ambitions solaires du Central Electricity Board (CEB). Celui-ci évoquera les enjeux liés aux Smart City, sujet qui sera développé par l'ingénieur du groupe Omnicane autour du projet Mon Trésor, Joshua Desjardins.

Parmi les nombreux universitaires qui seront sur place, le Pr Khalil Elahee donnera un aperçu des formations offertes par le campus de Réduit. Deux étudiants mauriciens, à savoir Marie-Christine Ravanne de l'université des Mascareignes et Keshav Augnoo, étudiant à l'université de Maurice, participent également à ce forum.

Il faut aussi savoir que c'est une Mauricienne, Véronique Espitalier-Noël qui est chargée de mission à la COI pour le programme ENERGIES qui est derrière la tenue de ce forum dont le but principal est de mettre en réseau tous les acteurs de la filière des énergies renouvelables et de l'efficacité énergétique. Ce, afin qu'ils puissent faire des échanges sur les dernières avancées en matière de gouvernance de l'énergie, d'intégration des énergies renouvelables dans les systèmes électriques et d'amélioration de l'efficacité énergétique.

Le programme ENERGIES est financé à hauteur de 15 millions d'euros par le 10e Fonds européen de développement (FED). Depuis sa création en 2014, 16 projets ont été cofinancés sous l'Appel à Propositions à hauteur de 4,2 millions d'euros. Un Club des électriciens regroupant les sociétés nationales d'électricité de l'Indianocéanie et la formation de journalistes de la région aux enjeux de la transition énergétique font partie des projets réalisés.

Même si les pays membres de la COI ont des économies et des secteurs d'énergies hétérogènes, 81% de leur énergie primaire consistent d'hydrocarbures. Les Comores et Madagascar importent 90% de leurs besoins alors que les produits pétroliers représentent la majorité de l'approvisionnement énergétique de Maurice et des Seychelles, soit 52% et 95%, ce qui a une incidence sur le coût de l'énergie, de la balance de paiements et autres.

Un partenariat tripartite avait été signé en 2017 entre le ministère mauricien de l'Energie et des Utilités publiques, l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie de La Réunion (Ademe) et l'AFD. Mauriciens et Réunionnais se sont engagés à renforcer l'intégration des énergies renouvelables. Les premiers ont pour ambition de faire grimper sa part d'énergies renouvelables de 20% à 35% à l'horizon 2025.

10 avril 2019

http://ionnews.mu/video-la-transformation-de-la-bagasse-a-maurice-interesse-la-commission-

[Vidéo] La transformation de la bagasse à Maurice intéresse la Commission française de régulation de l'énergie



L'expérience mauricienne dans la transformation de la bagasse intéresse grandement la Commission de régulation de l'énergie (CRE). Cet organisme français créé il y a dix-neuf ans est chargé de veiller au bon fonctionnement des marchés de l'électricité et du gaz en France et qu'il soit en cohérence avec les objectifs de la politique énergétique.

Catherine Edwige, commissaire à la CRE, a expliqué à l'ouverture du 2e Forum régional des énergies durables organisé conjointement par la Région Réunion et la Commission de l'océan Indien (COI) à travers le programme Energies à l'île sœur le mardi 9 avril avoir effectué une visite à Maurice il y a un peu plus d'un an pour un constat. Notamment sur le développement de la biomasse afin de voir comment les territoires insulaires français peuvent adopter cette méthode.

«Il semblerait que Maurice ait une démarche particulièrement proactive pour pouvoir travailler sur le développement de filières telles que la canne-fibre ou autres cultures énergétiques, comme le bambou», fait ressortir Catherine Edwige. Elle explique que l'utilisation de la bagasse comme énergie pourrait être utilisée en Guadeloupe, en Martinique et à La Réunion.

Le Forum régional des énergies durables sert avant tout à mettre en réseau les professionnels du secteur énergétiques ainsi que des chercheurs de la région. La première édition s'était tenue à Maurice l'an dernier et son objectif est de contribuer à faire de la transition énergétique une réalité. Le secrétaire général de la COI, Hamada Madi, a indiqué dans son discours d'ouverture que le programme Énergies, mis sur pied en 2014, prend fin en septembre prochain.

Il a aussi rappelé la mise en œuvre d'une unité de dessalement de l'eau de mer à travers l'énergie solaire à Rodrigues, la formation de six habitantes du village d'Ambakivao, à Madagascar, pour la maintenance d'un équipement solaire, entre autres.

L’ambassadrice de l’Union européenne auprès de Maurice et des Seychelles, Marjaana Sall, a, elle rappelé l’engagement ferme de l’Union européenne en faveur des énergues durables à travers le monde. «Les énergies durables représentent un outil incontournable de lutte contre le changement climatique et une opportunité pour une économie plus verte offrant des perspectives d’emploi dans le secteur », a-t-elle fait ressortir.

http://ionnews.mu/bonnardot-meteo-france-09042019/

[Vidéo] François Bonnardot de Météo-France : «Les cyclones dans les Mascareignes se feront plus intenses»

April 09, 2019 No Comments Main sliders, News, VideosVel Moonien



Les cyclones qui s'abattront sur les îles des Mascareignes seront de plus en plus intenses et ils ont désormais tendance à se former plus au Sud de l'équateur. C'est en tout cas ce qu'explique François Bonnardot, responsable de la direction climatologie à la Direction interrégionale de Météo-France à La Réunion, en se basant sur les projections du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC).

Il est intervenu ce mardi 9 avril au 2e Forum régional des énergies durables, organisé à l'île sœur par la Région Réunion et la Commission de l'océan Indien à travers le programme Energies. Il s'exprimait plus particulièrement dans le cadre d'une table-ronde sur la vulnérabilité des Etats insulaires face aux effets du changement climatique. Il cite ainsi les récents passages de Gelena et de Joaninha qui sont passés près de Rodrigues en février et mars dernier.

«Rodrigues a eu la malchance d'avoir près de quatre dépressions tropicales qui sont passées à proximité d'elle. Dont deux cyclones intenses qui sont passés à moins de 100 km. Heureusement pour Rodrigues, c'était des systèmes de taille relativement faible. Ce qui fait que l'éloignement du centre a permis de limiter l'impact… Clairement, on ne peut pas exclure que dans le futur, d'autres système intenses ou très intenses frappent Rodrigues, Maurice et Rodrigues», dit-il.

L'expert français évoque aussi le phénomène des inondations au gré des précipitations à Maurice. De même qu'une hausse des températures dans les îles sœurs. «Depuis le début de l'année, nous avons subi un été austral chaud à Maurice et La Réunion. Avec + 2° C au-dessus de la normal

saisonnière durant la journée. De nombreux records ont été battus à la Réunion. La tendance ne va pas s'arrêter là, le réchauffement va se poursuivre dans les années et les décennies à venir», ajoute François Bonnardot.

Il parle également des échanges entre Météo-France et Météo-Maurice quasi-quotidiens sur le temps dans le bassin de l'océan Indien.

06 avril 2019

https://www.defimedia.info/le-drug-driving-testing-arrive

Les Russes au sein de la COI

Le conseil des ministres a approuvé la demande de la Russie pour un statut d'observateur au sein de la Commission de l'Océan Indien. Maurice soutiendra la Russie dans cette démarche.

La Région Réunion a signé la convention cadre INTERREG avec les Seychelles





La Région Réunion met en œuvre une stratégie résolument orientée vers le renforcement de la compétitivité du territoire de La Réunion. L'enjeu de cette insertion est de favoriser le développement de La Réunion et un co-développement mutuellement avantageux avec les pays de la zone de l'océan Indien. La collectivité régionale conforte sa politique de développement économique à travers l'ouverture internationale et l'insertion régionale, au bénéfice de ses entreprises et de sa jeunesse.
Après La République de Maurice, l'Union des Comores et La République de Madagascar, la République des Seychelles confirme son intérêt au programme INTERREG V OI par la signature de la convention-cadre le 6 avril 2019. Dans cette continuité, des actions concrètes seront conduites, parmi lesquelles des projets en faveur de la préservation de notre biodiversité, la valorisation de notre patrimoine culturel, l'éducation et la formation en particulier dans le secteur de la santé, le renforcement des volontaires de solidarité internationale, le développement des échanges économiques. La convention-cadre, est une stratégie de développement économique partagée pour favoriser la mise en oeuvre de projets de coopération communs. Le programme Interreg océan Indien soutient de jeunes diplômés en permettant d'avoir une première expérience professionnelle à l'étranger. Ce soutien permet de renforcer l'employabilité des jeunes réunionnais, en améliorant leurs compétences et leurs expériences professionnelles. Un montant total de 4,7 M€ engagé depuis 2016 (soit 12% des montants déjà engagés sur le programme Interreg V océan Indien), à travers 3 dispositifs.
Le programme Interreg soutient des actions de formation afin de mieux préparer les jeunes réunionnais à exercer des emplois porteurs, y compris à l'international. Plusieurs actions peuvent être citées comme contribuant à cet objectif.